



Steering Committee

Comité directeur

Chair / président:
Scott Reid

**Vice Chair /
vice président:**
Mario Silva

*Raymonde Folco
Jerahmiel S. Grafstein
Candice Hoepfner*

Pat Martin

Bob Rae

David Sweet

*Ève-Mary Thériault
Thi Lac*

Judy Wasylcyia-Leis

Ex-officio Members

Irwin Cotler

Jason Kenney

Inquiry Panel

Commission d'enquête

Chair / président:
Mario Silva

**Vice Chair /
vice président:**
Scott Reid

Carolyn Bennett

Lois Brown

Ken Dryden

Raymonde Folco

Hedy Fry

Randy Hoback

Peter Kent

Pat Martin

Joyce Murray

Anita Neville

David Sweet

Ève-Mary Thériault

Thi Lac

Tim Uppal

Judy Wasylcyia-Leis

Jeff Watson

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate :

Renseignements : Sarah Lafreniere

613-301-2204

sarah.lafreniere@cpcca.ca

www.cpcca.ca

Scott Reid et Mario Silva annoncent la création de la Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme

(Ottawa – 2 juin 2009)

Scott Reid (député de Lanark—Frontenac—Lennox et Addington) et Mario Silva (député de Davenport) ont annoncé aujourd'hui la création de la Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme (CPCCA). Le nouveau groupe compte 21 députés de tous les partis représentés à la Chambre des communes.

La coalition tiendra une enquête nationale sur l'antisémitisme au Canada.

MM. Silva et Reid ont invité toute personne ou tout groupe qui le souhaite à leur faire parvenir des mémoires d'au plus 2 000 mots, au plus tard le 1 octobre.

Ils ont également annoncé que des audiences auront lieu à l'automne 2009 pour recueillir des témoignages sur l'ampleur de l'antisémitisme au Canada et sur les solutions éventuelles. La CPCCA publiera ses constatations au plus tard au printemps 2010.

« Le Canada repose sur un ensemble de valeurs partagées, et l'antisémitisme est une atteinte à ces valeurs, a déclaré M. Reid. Cette forme de haine est la plus vieille et la plus tenace qui soit, et celle qui inspire de nombreuses autres formes de violence. L'annonce d'aujourd'hui est le signal que, dans ce pays, les législateurs de tous les partis sont profondément préoccupés par ce qui semble être une marée montante d'antisémitisme à l'échelle mondiale d'une puissance que je n'ai jamais vue de ma vie ».

« Cette enquête est importante, a expliqué Silva. Les décideurs canadiens de tous les partis politiques se réunissent, selon un excellent modèle fourni par le Royaume-Uni, pour définir, examiner, mettre en lumière et réfuter cette forme persistante de discrimination. Au cours de l'enquête à venir, nous interrogerons divers groupes afin de mieux comprendre l'antisémitisme ici, au Canada, et à l'étranger. »

Contexte

En février 2009, des représentants parlementaires de pays du monde entier se sont réunis à Londres à l'occasion de la conférence inaugurale du comité directeur de la Coalition de lutte contre l'antisémitisme. Cette conférence a rassemblé plus de 125 délégués internationaux pour deux journées de présentations et de débats sur le problème croissant de l'antisémitisme à l'échelle mondiale. Elle a produit une résolution, la « Déclaration de Londres sur le combat contre l'antisémitisme », qui demande à tous les gouvernements de se pencher sur ce problème, et spécialement sur ses manifestations dans les médias et les milieux universitaires. Sous la direction de M. Jason Kenney, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, et de M. Irwin Cotler, professeur et membre du comité directeur international, une délégation de 11 députés canadiens a assisté à la conférence de Londres, qui lui a inspiré le désir de former une coalition canadienne destinée à combattre l'antisémitisme au pays.

L'antisémitisme n'est pas un problème nouveau, mais le nombre d'incidents d'antisémitisme rapportés gonfle à l'échelle locale autant que mondiale. Qui plus est, le phénomène se manifeste par des moyens jamais vus auparavant. Tandis que des accusations de meurtre rituel et de petit vandalisme sont toujours portées contre la communauté juive, de nouvelles peurs ont émergé, principalement chez les défenseurs de l'État d'Israël. Sur les campus, notamment, les étudiants juifs subissent des menaces et de l'intimidation, au point où ils ne sont plus libres de s'exprimer ou craignent de porter la kippa ou l'étoile de David. L'antisémitisme constitue une rupture par rapport aux valeurs canadiennes, qui proclament les droits de tous les individus de pratiquer leur religion, de s'éduquer et de s'exprimer en toute sécurité et en toute liberté.

La nouvelle coalition, la CPCLA (Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme), réunit 21 députés issus de tous les partis représentés à la Chambre des communes dans l'objectif déclaré d'affronter et de combattre l'antisémitisme qui sévit aujourd'hui au Canada. Le groupe est divisé en deux sous-comités : le comité directeur (présidé par le député Scott Reid), responsable de la logistique de l'enquête et de la planification de la deuxième conférence interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme, et le comité d'enquête (présidé par le député Mario Silva), qui examinera les témoignages écrits et oraux et présentera son rapport sur l'état de l'antisémitisme au Canada au gouvernement au printemps 2010.

L'enquête a été lancée le 2 juin par une demande de présentations écrites à la population canadienne. Toute personne ou organisation est invitée à soumettre un témoignage, en anglais ou en français, d'au plus 2 000 mots au comité. Les membres du comité d'enquête prendront connaissance des textes et inviteront certains témoins à s'exprimer lors d'une série d'audiences publiques. À la lumière de ces audiences, le comité produira un rapport qu'il présentera au gouvernement du Canada; il attend une réponse de celui-ci au printemps 2010.

Le CPCLA organisera et tiendra également la deuxième conférence interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme à Ottawa, en 2010. Cette conférence donnera suite au sommet fondateur de la Coalition de lutte contre l'antisémitisme, qui a eu lieu à Londres. La Coalition espère que la conférence réunira au moins 200 représentants parlementaires et experts provenant de plus de 40 pays. Les experts et les représentants parlementaires y auront l'occasion d'approfondir leurs connaissances et d'élaborer de nouvelles stratégies pour lutter contre l'antisémitisme à l'échelle mondiale.

Mandat de la Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme

Mission

La CPCCA est une coalition de parlementaires décidés à confronter et à combattre l'antisémitisme dans le Canada d'aujourd'hui. Elle estime que l'antisémitisme s'oppose par sa nature même aux valeurs canadiennes de multiculturalisme et de tolérance. Elle fait appel à la bonne volonté des parlementaires de tous les partis et des deux chambres dans la lutte contre le préjugé et la discrimination.

Vision

La CPCCA est un groupe parlementaire omnipartite qui restera indépendant aussi bien du gouvernement du Canada que des ONG et des groupes de défense. Seuls les parlementaires en exercice peuvent en faire partie. La CPCCA poursuit deux grands objectifs :

1. Mener une enquête sur l'antisémitisme au Canada dans le cadre du mandat suivant :
 - *Repérer et définir la nature de l'antisémitisme dans le Canada d'aujourd'hui.*
 - *Analyser l'étendue du problème sur la foi des éléments de preuve disponibles.*
 - *Formuler des recommandations pratiques sur la façon de remédier au problème.*

La commission d'enquête s'emploiera en toute indépendance à examiner la preuve, à entendre des témoins et à assister à des séances d'information provenant d'horizons divers. Elle présentera ensuite ses constatations dans un rapport qu'elle remettra au gouvernement du Canada pour réponse à donner.

2. Coordonner et accueillir la deuxième conférence interparlementaire annuelle de lutte contre l'antisémitisme au Canada en 2010. La conférence rassemblera des parlementaires du monde entier qui veulent combattre l'antisémitisme. Elle aura pour point de mire l'antisémitisme comme problème contemporain et en particulier ses manifestations dans les médias et dans le monde universitaire.

Foire aux questions

D'où vient la CPCCA?

- La CPCCA vient de la Conférence de Londres sur la lutte contre l'antisémitisme, qui était le premier événement du genre à réunir des parlementaires internationaux afin d'élaborer une réponse collaborative à la conférence internationale.
- La Conférence a notamment donné lieu à la Déclaration de Londres.
- La Conférence a été organisée par la Coalition interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme et sa coalition sœur du Royaume-Uni. La structure et le rôle de la Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme sont fondés sur le modèle du Royaume-Uni.
- Pour en savoir plus : www.thepcaa.org et www.antisem.org.

Pourquoi le Canada doit-il mener une enquête sur l'antisémitisme?

- De l'avis général, l'étendue et la gravité de l'antisémitisme ont atteint des niveaux inégalés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.
- Le problème est de plus en plus répandu et il touche des sociétés et des personnes partout dans le monde.
- L'antisémitisme se manifeste d'une façon jamais rencontrée auparavant.
- Il est primordial de bien comprendre le problème de l'antisémitisme à l'échelle locale avant de se réunir et de trouver des solutions globales.

Qu'est-ce que le « nouvel antisémitisme »?

- L'antisémitisme est un phénomène ancien, pourtant il est constamment réinventé et il se manifeste de différentes façons. Par exemple, de nos jours, des accusations de crime rituel sont rarement portées contre des Juifs. On s'en prend plutôt à l'État d'Israël, et l'antisionisme camoufle souvent de l'antisémitisme.
- Ce problème est particulièrement courant sur les campus universitaires où les étudiants juifs sont ridiculisés et victimes d'intimidation s'ils sont réputés soutenir l'État d'Israël nazi et ségrégationniste qui, selon certains, n'aurait pas le droit d'exister.
- Le problème est aussi illustré par les personnes et les gouvernements qui appellent à la destruction de l'État d'Israël et de ses habitants.

Est-ce que la raison d'être de la Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme est de limiter les critiques légitimes à l'endroit de l'État d'Israël?

- Non. Le problème de l'antisémitisme concerne les droits nationaux et internationaux de la personne, et ce, partout dans le monde. Habituellement, la défense des libertés fondamentales de conscience, de croyance, d'expression et d'association, droits qui sont enchâssés dans notre Constitution, ne soulève aucune controverse politique. Comme le mentionne la Déclaration de Londres : « Nous sommes alarmés par la résurrection du langage antique des préjugés et de ses manifestations modernes – dans la rhétorique et les actions politiques – contre des juifs, la croyance et les dirigeants juifs et contre le l'État d'Israël. »
- Cela dit, la dissension et l'opposition à des actes individuels du gouvernement israélien sont permises et encouragées en Israël, comme dans toutes les démocraties.
- Il est précisé dans la Déclaration de Londres que les appels à la destruction de l'État d'Israël sont foncièrement antisémites.

Quel est l'objectif de l'enquête?

- Nous souhaitons avoir un aperçu du problème de l'antisémitisme au Canada et élaborer des recommandations concrètes pour combattre le phénomène à l'échelle locale et planétaire.

Comment se déroulera cette enquête?

- La première étape, qui commence le 2 juin, consiste en une invitation générale pour recueillir des mémoires sur l'antisémitisme au Canada. Les personnes, les groupes et les organisations sont invités à soumettre leurs mémoires, d'un maximum de 2000 mots, à la personne-ressource indiquée ci-dessous. Le comité d'enquête étudiera les mémoires.
- La deuxième étape consistera à recueillir des témoignages lors d'audiences publiques ouvertes à tous.
- La troisième étape consistera en la rédaction d'une ébauche de rapport basée sur les conclusions des comités. Ce rapport sera soumis au gouvernement du Canada.

Qui peut soumettre un mémoire?

- Toutes les personnes et les organisations sont invitées à soumettre leurs mémoires d'un maximum de 2000 mots.

Qui finance/soutient l'enquête?

- La CPCCA n'a aucun lien avec le gouvernement du Canada et les organisations non gouvernementales ou les organismes communautaires juifs.
- Le financement de l'enquête et de la conférence doit respecter et compromettre d'aucune façon le mandat de la CPCCA.
- Nous révélerons volontairement toutes nos sources de financement.

Qu'advient-il de l'enquête en cas d'élection?

- Le problème de l'antisémitisme transcende la politique. Nous avons mis en place des mesures préventives qui assureront la poursuite du travail des comités advenant des élections.
- Les présidents des comités de direction et d'enquête (Scott Reid et Mario Silva, respectivement) sont habilités à représenter les comités après la publication du décret de convocation des électeurs.